

Nous, signataires du présent appel, exprimons notre consternation devant la teneur du débat qui se mène au Sénat sur la loi immigration. Son indigence réside dans la nature même du texte du ministre de l'Intérieur, aggravé aujourd'hui des concessions auxquelles celui-ci se prête avec complaisance. La question de l'accueil des exilés, qui, plus que toute autre, dessine le visage de la France, mérite mieux que l'opération de basse politique à laquelle se livrent MM. Macron et Darmanin, dont le seul but est de recomposer la droite à leur profit et d'intégrer le Rassemblement national dans une majorité de gouvernement.

Alors que l'immigration est loin d'être la préoccupation principale des Françaises et des Français, qui s'inquiètent de l'inflation, des effets des désastres climatiques, de la dégradation du service public d'éducation, des déserts médicaux, des discriminations, le gouvernement est prêt à toutes les compromissions pour séduire une droite extrême et une extrême droite qui veulent dicter leur logique identitaire. Pour cela, MM. Macron et Darmanin n'hésitent pas à instrumentaliser la peur de l'autre et à jouer de tous les amalgames entre immigration et délinquance, entre immigration et terrorisme – laissant entendre que le danger viendrait nécessairement de l'extérieur.

Ce n'est pas en dressant des murs de xénophobie et de haine que la France fera face à des mouvements de population désormais irréversibles, qui, d'ailleurs, concernent moins notre pays que ses voisins. La France, ce pays dans lequel une multitude d'individus, d'origines, de croyances et d'opinions vit ensemble, ce n'est pas

Nous nous prononçons pour un véritable service public d'accueil des exilés.

ça ! Ce n'est pas cet esprit de forteresse assiégée. Ce n'est pas la remise en cause du droit du sol, l'un des grands acquis de notre histoire. Ce n'est pas sacrifier des droits d'asile inaliénables et indivisibles. Ce n'est pas le recours à la notion floue de « menace à l'ordre public ». La France que nous voulons, ce n'est pas livrer les exilés à une justice expéditive devant un juge unique. Ce n'est pas la multiplication des obligations de quitter le territoire, avec la seule obsession du chiffre. La France que nous voulons, ce n'est pas, au mépris de toute humanité, interdire aux médecins de prendre en charge les exilés malades avant qu'ils éprouvent une « douleur aiguë » ou souffrent d'un mal incurable. Où est la logique quand on privilégie la médecine d'urgence à la prévention ?

Au prétexte de sécurité et de préférence nationale, le gouvernement attaque le socle de notre État de droit. S'il y a un problème d'intégration des exilés, c'est d'abord un problème social. Nous rejetons toute logique identitaire. Nous nous prononçons pour un véritable service public d'accueil des exilés, les initiant à notre langue et les orientant vers l'emploi dans le respect du droit du travail. Les grands mouvements qui agitent la planète appellent une réponse faite de lucidité, d'ambition, de dignité et de générosité. Avec MM. Macron et Darmanin, nous en sommes loin. C'est pourquoi nous demandons le retrait d'un projet de loi menaçant pour les exilés et dangereux pour toute notre société. ●

signataires

Étienne Balibar philosophe ● Hourya Bentouhami philosophe ● Amal Bentounsi militante associative ● Alain Bertho anthropologue ● William Bourdon, avocat ● Youcef Brakni militant associatif ● Rony Brauman ancien président de Médecins sans frontières ● Vincent Brengarth avocat ● Dominique Cabrera cinéaste ● Fanélie Carrey-Conte secrétaire générale de La Cimade ● Samuel Churin comédien ● Alexis Cukier philosophe ● Valérie Damidot animatrice de télévision ● Eva Darlan comédienne ● Laurence De Cock historienne ● Rokhaya Diallo journaliste, autrice et réalisatrice ● Samia Djitli retraitée de la culture ● Elsa Dorlin philosophe ● Annie Ernaux écrivaine ● Mireille Fanon-Mendès-France présidente de la Fondation Frantz-Fanon ● Éric Fassin sociologue ● Corentin Fila comédien ● Bernard Friot sociologue, économiste ● François Gemenne politologue ● Roland Gori psychanalyste ● Robert Guédiguian cinéaste ● Nacira Guénif sociologue, anthropologue ● Kaoutar Harchi sociologue, écrivaine ● Jean-Marie Harribey économiste ● Cédric Herrou agriculteur et responsable de la communauté Emmaüs de la Roya ● Chantal Jaquet philosophe ● Gaël Kamilindi comédien ● Bernard Lahire sociologue ● Mathilde Larrère historienne ● Frédéric Lordon économiste ● Sandra Lucbert autrice ● Noël Mamère écologiste ● Corinne Masiero comédienne ● Henry Masson président de La Cimade ● Christelle Mazza avocat ● Médine rappeur ● Philippe Meirieu universitaire ● Gérard Mordillat cinéaste ● Gérard Noiriel historien ● Émilie Notéris écrivaine ● Thomas Piketty économiste ● Jean-Michel Ribes scénariste, réalisateur ● Michèle Riot-Sarcey historienne ● Gisèle Sapiro sociologue ● Catherine Sinet journaliste ● Maboula Soumahoro universitaire ● Christiane Taubira ancienne ministre de la Justice ● Assa Traoré militante associative ● Enzo Traverso historien ● Usul vidéaste ● Éric Vuillard écrivain ● Sophie Wahnich historienne ● Jacques Weber comédien ● Catherine Wihtol de Wenden politiste, spécialiste des migrations internationales